

La tête dans le sable

SYNDICAT GÉNÉRAL DES PERSONNELS DU SERVICE PUBLIC DE L'ARCHÉOLOGIE
61, rue de Richelieu - 75002 PARIS
Tél. : 01 40 15 51 86/87/70 - Fax : 01 40 15 51 77
E-Mail : sgpa.cgt-culture@culture.gouv.fr

Le Conseil d'administration de l'Inrap vient d'offrir une nouvelle illustration de l'autisme des tutelles face à l'avenir de l'archéologie préventive. La baisse prévisible de l'activité de fouille met en danger l'Inrap et augure d'une crise majeure à l'horizon 2015. Une réaction, un engagement des tutelles ? Silence radio...

Le Conseil d'administration de novembre est, comme chaque année, principalement consacré à l'adoption du budget prévisionnel de l'année à venir. Le BP 2014 proposé au vote est, en apparence, en quasi reconduction de celui de l'année 2013. En réalité, il traduit une baisse importante de l'activité de fouille et, sans remise en cause de la concurrence commerciale en archéologie préventive, augure d'une crise majeure à l'horizon 2015.

Malgré une baisse drastique des moyens opérationnels (-35% du nombre moyen de jours-hommes par hectare sur les opérations de fouille de l'Inrap entre 2006 et 2012¹), l'établissement continue de perdre des parts de marché. En 2012, année exceptionnelle, l'Inrap avait consacré un peu plus de 192 000 jours-homme (j-h) à l'activité de fouille. « *Dans un contexte de concurrence de plus en plus accrue* », le prévisionnel pour l'année 2013 limite les dégâts à 184 000 j-h (-4%). Mais « *les perspectives d'activité s'inscrivent en net recul par rapport aux exercices précédents* », avec 170 000 j-h au budget prévisionnel 2014 (-11,5% par rapport à 2012, soit entre 110 et 130 équivalents temps plein travaillés (ETPT) en moins).

Si l'affichage n'est déjà pas brillant, la réalité est bien pire. Les 170 000 j-h inscrits au budget prévisionnel 2014 ne pourront être atteints qu'en puisant dans les « réserves » de post-fouilles accumulées sur les dernières années, notamment en 2012. Les hypothèses budgétaires sont en effet construites sur un prévisionnel de 42% d'activité « terrain » et 58% d'activité « post-fouille ». Ce qui donne pour 2015, une fois ces post-fouilles achevées et sous réserve que l'Inrap ne perde pas davantage de parts de marché, un socle d'activité aux environs de 140 000 j-h. Soit une baisse prévisible de l'activité fouille de 26% et de presque 300 ETPT par rapport à 2012. Et des centaines de collègues qui risquent de se retrouver au chômage.

Interpellées sur cette situation, les tutelles font la politique de l'autruche et n'ont apporté aucune réponse aux administrateurs élus des personnels...

Les personnels ont montré le 19 novembre qu'ils étaient prêts à se mobiliser massivement pour la défense du service public de l'archéologie. Avec de telles perspectives pour l'activité et l'emploi à l'Inrap, nous ne sommes qu'au début de la mobilisation !!

Paris, le 28 novembre 2013

¹ cf. communiqué CGT à l'issue du CA du 18 avril 2013 : <http://www.cgt-culture.fr/spip.php?article1743>.